

Agora Santé...

La gazette du Département Santé



N°42. Février 2014

Dimanche Santé 2014, premiers échos... !

Après le message du Pape François à l'occasion de la journée mondiale des malades, le Conseil Pontifical de la Santé demande « un accès plus équitable aux soins et aux médicaments, partout et pour toutes les couches de population, avec une attention particulière aux plus faibles : les enfants et les personnes âgées, les pauvres et les marginalisés ».

Cette démarche a été accompagnée dans de nombreux diocèses par le Dimanche Santé.

Dans le **diocèse de Montauban** dès le samedi 8 février, Mgr Ginoux célébrerait une messe dans la chapelle de l'hôpital de Montauban, suivie d'une réflexion : "Sur un chemin de confiance" où soignants et soignés étaient invités à partager dans l'espérance ce temps de prière et de convivialité. De son côté Hervé Rols le RDAH soulignait l'évolution où l'on voit maintenant s'affirmer une relation de confiance avec le corps médical où le patient a un pouvoir décisionnel dans la prise en charge de sa pathologie.

Dans le **diocèse de Troyes**, Nicole Cudel, DDPS, a rencontré des catéchistes pour témoigner de sa mission et montrer qu'accompagner les malades dans la confiance permet de rencontrer le Christ. Dans la semaine l'onction des malades devait être vécue dans une HEPAD. Et, dans le même temps, étaient envoyés un communiqué pour la presse sur le texte sur la fin de vie et un courrier aux parlementaires...

A suivre !

Observatoire national de la fin de vie.

L'Observatoire, dans son rapport de janvier 2014 « [Fin de vie des personnes âgées](#) », a fait le choix de s'intéresser aux personnes :

- dont la vie quotidienne est impactée par les conséquences du vieillissement (quel que soit leur âge),
- et dont le parcours de santé est marqué par des besoins spécifiques d'accompagnement de la fin de vie (que leur décès survienne à court ou à moyen terme.)

... de là 10 Propositions concrètes :

1. Mettre en place une infirmière de nuit pour 250 à 300 places d'EHPAD, parfois mutualisée entre plusieurs établissements
2. Donner aux Equipes Mobiles de Soins Palliatifs les moyens d'intervenir en EHPAD, en accompagnant ces moyens de recommandations de bonnes pratiques.
3. Rendre obligatoire un module « Accompagnement de la fin de vie » dans le diplôme de Médecin d'EHPAD.
4. Donner aux professionnels de l'aide à domicile une réelle formation et un accompagnement professionnel autour des situations de fin de vie.
5. Elaborer, sous l'égide de la [HAS](#), des recommandations de bonnes pratiques pour améliorer l'identification des situations de fin de vie à domicile, et ainsi éviter des hospitalisations dans les derniers jours de vie.

6. Mettre en place des « stages croisés » avec les Unités et les Equipes Mobiles de Soins Palliatifs,
7. Faire de l'accompagnement de la fin de vie une priorité nationale en matière de formation continue pour les professionnels des Maisons d'Accueil Spécialisé et des Foyers d'Accueil Médicalisé.
8. Elaborer et diffuser un outil simple de repérage des situations de fin de vie dans les services d'urgence.
9. Inclure, dans les Revues de Morbi-Mortalité, un questionnaire spécifique sur les situations de fin de vie
10. Faire évoluer les modalités de financement de la prise en charge des personnes âgées atteintes d'un cancer en phase avancée, afin de favoriser la réflexion des équipes d'oncologie sur la pertinence des traitements.

Les DDPS en session. Les 13 et 14 février 65 DDPS ont pu se retrouver à la Maison des évêques à Paris. Il s'agissait de repérer la réalité du monde sanitaire, grâce à une conférence de Mathieu Monconduit, médecin, puis de voir quelques-uns de nos ressources pratiques et spirituelles c'est ce que nous indiquait Jean Guilhem Xerri, biologiste, enfin Armand Maillard, évêque accompagnateur du Département Santé proposait des pistes pour notre agir pastoral.



Agora Santé reviendra sur cette session que beaucoup ont dite fructueuse !

La posture pastorale : une saine tension. Sur



le [site Diocèse de Valence](#), Isabelle Freiche, rend compte

d'une journée de travail avec des laïcs engagés dans la pastorale de la santé, du handicap, de la prison, de la catéchèse, en paroisse... Journée nécessaire pour s'arrêter et réfléchir, faire retour sur l'expérience vécue, enrichir sa pratique et échanger pour se recentrer sur le cœur de la mission.

Les échanges en groupe ont été centrés sur "la pastorale d'engendrement" et ont permis de souligner des éléments

de la mission : savoir reconnaître que Dieu est à l'œuvre en chaque être, avoir conscience que celui qui est envoyé en mission est signe de l'Eglise...

L'après-midi, Jean-Marie Onfray, prêtre du diocèse de Tours, théologien a donné une conférence sur le thème "La posture pastorale : une saine tension". La posture pastorale, c'est une manière d'aborder la rencontre avec l'autre. La mission s'inscrit dans la singularité de la personne rencontrée et de son expérience de vie. La tension est toujours présente dans la mission parce qu'elle est avant tout signe de vie. Tension parce qu'il faut vivre l'altérité, parfois avec des conflits. Tension parce que l'unité est toujours à faire et qu'elle exige des compromis, mais tension est saine lorsqu'elle fait advenir du sens : c'est l'œuvre de la Parole de Dieu.



« Mes amis, Au Secours. »

60 ans après l'appel que l'abbé Pierre lança à la Nation le 1er février 1954 - le cri d'un soulèvement de solidarité populaire qu'on appellera "l'insurrection de la bonté", Lambert Wilson pousse un nouveau cri de colère, infiniment moderne : l'appel de l'abbé Pierre.

Date : 31 janvier 2014, lors de la présentation du 19e rapport sur l'État du Mal-Logement en France.

8 chiffres sur l'IVG en France. Alors que les évêques se sont saisis de la question de l'avortement, à Lourdes en novembre dernier, [Le Nouvel Observateur](#) donne, sur son site, quelques chiffres publiés par la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques :

1975. Le 17 janvier de cette année, la loi dite Veil, instaure une dépénalisation de l'avortement en France.

1999... Année de la mise en vente libre de la "pilule du lendemain", le contraceptif d'urgence Norlevo.

2013... Conformément à la promesse de campagne de François Hollande, le gouvernement décide, un an après son arrivée au pouvoir, de rembourser à 100% l'IVG par l'assurance-maladie.

220.000... C'est le nombre d'avortements pratiqués chaque année en France, chiffre stable depuis 10 ans.

35%... Aujourd'hui, environ une Française sur trois a eu recours à un avortement au cours de sa vie

12... C'est le délai légal maximum en semaines pour recourir à l'IVG après le début de la grossesse. Il était de 10 jusqu'en 2001.

15.000... C'est le nombre d'avortements pratiqués tous les ans sur des mineures.

2,7%... C'est le pourcentage de femmes de 20 à 24 ans qui a recours chaque année à l'avortement. Soit le taux le plus élevé parmi les différentes tranches d'âges.

Mais **Agora Santé** ajoute un chiffre, une date :

2014... puisque la notion de « situation de détresse de la femme » va être supprimée de la loi pour en venir à une notion banalisante où il est question de la femme « qui ne veut pas poursuivre une grossesse. » Mgr Pontier, Président de la Conférence des évêques de France, disait dans son message de Noël : « Je pense à ce projet de modification de la loi sur l'interruption volontaire de grossesse qui, loin de permettre aux femmes en détresse d'être laissées moins seules devant leur responsabilité face à la vie naissante, sont quasiment incitées à ne poser aucune question quant à l'élimination de l'être qu'elles portent en leur chair ».

Handicap et maltraitance. Après un reportage assez troublant à la télévision reportage sur les conditions

d'accueil des personnes handicapées, Christel Prado, présidente de l'UNAPEI, la principale fédération de parents d'enfants handicapés s'exprime sur ce dossier :

« Le grand intérêt de ce genre de reportage, c'est de mettre la question des maltraitances sur la table. Il ne faut pas se voiler la face : la maltraitance est une question que tous les parents se posent à l'entrée de leur enfant en établissement. (...) C'est rarement le fait d'une seule personne mais plutôt le signal d'une institution qui se dégrade. Cette situation renvoie à des problèmes de qualité de la formation reçue, de composition des équipes et de bonne supervision »

La ministre Marie Arlette Carlotti a souhaité calmer le jeu en insistant sur le rôle de l'évaluation externe et la vigilance des agences régionales de santé (ARS) Pour Christel Prado, la réponse apportée par la ministre n'est pas à la hauteur des enjeux et l'UNAPEI plaide pour la mise en place d'une évaluation des établissements réalisée par les usagers et les familles. Un tel reportage soulève la question du silence des familles : « Les parents sont souvent dans une situation très inconfortable. D'abord, ils ont eu tellement de difficultés pour obtenir une place en faveur de leur enfant qu'ils craignent de la perdre. D'autre part, certains redoutent que les questions qu'ils posent aient des incidences négatives sur leur enfant. Enfin, ils savent très bien, pour le vivre eux-mêmes qu'il n'est pas facile de s'occuper au quotidien de leur enfant. Il n'est donc pas toujours aisé de faire la différence entre un accompagnement difficile et des actes maltraitants. »

Pour la présidente de l'UNAPEI, « l'origine principale de l'omerta est le manque de places ». La fédération attend les conclusions de la mission confiée à Denis Piveteau sur les évolutions de la réglementation et l'organisation de l'accompagnement des personnes handicapées.

Les élections municipales : une chance pour le bien commun. Au moment où les évêques de France, « rendent hommage aux hommes et aux femmes impliqués dans la vie municipale » et « souhaitent encourager fortement toutes les personnes qui projettent en 2014 de donner quelques années au service du bien commun, » le Conseil Famille et Société publie un livre avec DVD, qui a pour titre : « **Notre Bien Commun.** »

Ce livre est un outil pour la réflexion à partir des réalités concrètes que sont le travail, les migrations, la famille, les modes de vie... Il donne l'occasion aux chrétiens de s'emparer de la pensée sociale de l'Eglise, pour la faire leur en paroles et en actes. L'ambition des auteurs est de voir ce livre lu personnellement ou en groupe et proposent un parcours pédagogique répondant aussi bien aux paroisses qu'aux mouvements ou petits groupes de chrétiens dans leur dialogue avec d'autres.

Les auteurs disent aussi l'urgence de cette pensée, aiguillon pour réfléchir et faire vivre la justice sociale, pour servir la fraternité car déclarait le pape François dans son message de Noël an : « la fraternité est une dimension essentielle de l'homme qui est un être relationnel. La vive conscience d'être en relation nous amène à voir et à traiter chaque personne comme une vraie sœur et un vrai frère. » **Notre Bien commun.** Editions de l'Atelier. 2014

Dernière info, le Premier ministre vient d'indiquer les grandes lignes d'un « **avant projet reatif à l'adaptation de la société au vieillissement.** » *A suivre !*

